

Sénégal. Ce que cache l'homophobie d'État

Titre(s) : Sénégal. Ce que cache l'homophobie d'État [[periodique]] / Rama Salla Dieng

Ensemble : Courrier international 1848

Auteur(s) : Dieng, Rama Salla

Editeur, producteur : 02/04/26

Description matérielle : pp.18-19

ISSN : 1154-516X

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : Au Sénégal, le durcissement de la loi contre l'homosexualité, qui porte la peine maximale à dix ans de prison et pénalise aussi la « promotion » ou l'« apologie » de l'homosexualité, est présenté comme un instrument de gouvernement dans un contexte de crise politique, sociale et budgétaire. L'autrice soutient que cette législation ne relève pas seulement d'un registre religieux ou culturel : elle sert à détourner l'attention d'un État affaibli, confronté à une grave crise fiscale, à des promesses non tenues et à des violences policières sur les campus. Le pouvoir issu des élections de 2024 a découvert plus de 13 milliards de dollars d'emprunts dissimulés, tandis que le service de la dette absorbe désormais plus de 50 % des recettes publiques. En mars, 471 millions de dollars ont été versés aux créanciers internationaux alors que 19 agences d'État étaient supprimées et que les bourses étudiantes restaient impayées. L'article relie ce durcissement répressif à la mort d'Abdoulaye Ba, étudiant en médecine tué le 9 février lors d'une intervention policière après des manifestations pour des bourses impayées et de meilleures conditions de vie. Le Saes replace ce décès dans une longue série de morts étudiantes liées à la violence policière. Le même jour, 12 hommes ont été arrêtés à Dakar pour « actes contre nature », et au moins 37 suspects étaient déjà placés en détention provisoire au début de mars dans cette affaire. L'autrice souligne aussi une dimension internationale : des soutiens sénégalais de la législation anti-LGBTQI auraient été en contact avec l'organisation américaine MassResistance. Le 13 mars, le Sénégal a en outre signé avec les États-Unis un accord sanitaire de cinq ans d'un montant total de 90,4 millions de dollars dans le cadre de la stratégie « America First ». Selon l'article, cette réorientation exclut les approches de santé sexuelle et de genre, alors même que la prévalence du VIH atteint 49 % chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes dans certaines zones de Dakar, contre 0,3 % dans l'ensemble de la population. Enfin, le texte inscrit cette séquence dans une rivalité politique entre Diomaye Faye et Ousmane Sonko, dont les personnes queers, les étudiants et les personnes séropositives paient le prix....

Sujet - Nom commun : Homosexualité -- Droit -- Sénégal

Homophobie -- Sénégal

Droit pénal -- Sénégal

Religion et politique -- Sénégal